



Grand Conseil
Secrétariat général
Pl. du Château 6
1014 Lausanne

Motion

(formulaire de dépôt)

A remplir par le Secrétariat du Grand Conseil

N° de tiré à part : A-MOT-CCB

Déposé le : 26.10.2017

Scanné le : _____

Art. 120 à 126a LGC La motion est une proposition soumise au GC et impliquant pour le CE (ou exceptionnellement une commission parlementaire) d'élaborer et de présenter un projet de loi ou de décret. Elle touche à une compétence propre du GC. Le motionnaire motive sa demande et expose le sens de la législation souhaitée.

La motion peut suivre deux procédures différentes : **(a) le renvoi à l'examen d'une commission.**

- Soit le motionnaire demande expressément, dans son développement écrit, le renvoi direct de la motion à une commission du GC moyennant les signatures d'au moins 20 députés ; dans ce cas, il n'y a pas de débat.

- Soit, lors du développement en plénum et de la discussion, un député ou le CE demande le renvoi à une commission et le GC vote dans ce sens.

(b) la prise en considération immédiate.

- Soit un député ou le CE demande la prise en considération immédiate de la motion et son renvoi au CE.

- Soit l'auteur de la motion demande sa prise en considération immédiate et son renvoi à une commission parlementaire chargée de présenter un projet de loi ou de décret.

Suite au vote du GC, la motion est soit renvoyée au CE, soit à une commission parlementaire, soit classée.

Important : sur proposition d'un député, d'une commission ou du CE, le GC peut, jusqu'à sa prise en considération, transformer la motion en postulat, auquel cas la procédure du postulat s'applique.

Délai de réponse dès le renvoi au CE : une année

Titre de la motion

Pour que la commission d'enquête parlementaire ne devienne pas un postulat « au rabais »

Texte déposé

La récente requête pour l'institution d'une Commission d'enquête parlementaire (CEP) a démontré qu'il y a un problème avec la procédure actuelle. En effet, il suffit à 20 députés de signer une telle requête pour que le Conseil d'Etat doive fournir dans les 2 mois un rapport circonstancié et pour que le Bureau, à son tour, doive préparer un projet de mandat.

Dans les faits, avec la procédure actuelle, c'est une sorte de postulat qui demande au Conseil d'Etat, sans vote de prise en considération, un rapport complet, en l'espace de deux mois, tout en mettant une pression médiatique et politique considérable sur notre gouvernement et sur l'administration.

Pour le moins, il faudrait prévoir une procédure de prise en considération de la requête, avant même de statuer sur l'institution ou non d'une CEP et son mandat. Afin de réserver la

CEP à des situations véritablement exceptionnelles, il devrait être envisagé que ce vote de prise en considération se fasse lui, déjà, à la majorité absolue.

Par ailleurs, l'article 67 al.1 de la Loi sur le Grand Conseil (LGC) précise que « Si des évènements d'une grande portée l'exigent, le Grand Conseil, dans le cadre de ses attributions en matière de surveillance, peut instituer une commission d'enquête parlementaire. » Cette notion « d'évènements d'une grande portée » reste assez floue.

L'EMPL de 1997 de la refonte de la LGC qui a institué le principe de la CEP, voilà ce qu'on pouvait y lire :

(dans la partie générale) :

« Bien qu'il s'agisse là d'une entorse à la stricte séparation des pouvoirs, la commission extraparlamentaire chargée de la révision de la présente loi s'y est déclarée favorable, pour autant cependant qu'elle reste réservée à des circonstances véritablement exceptionnelles. »

(dans le commentaire par articles) :

« Art. 89 Institution

Comme exposé dans la partie générale, à laquelle il est renvoyé, la commission d'enquête reste réservée à des circonstances véritablement exceptionnelles...»

En plus de réviser la procédure, il serait également utile de modifier l'art. 67 al. 1 afin de mieux qualifier ce qui est entendu par « évènements d'une grande portée ».

En conclusion, afin de garantir que la CEP ne soit par détournée de sa mission première, nous déposons cette motion afin d'inscrire des garde-fous dans la LGC, et en particulier en demandant de :

a) Modifier l'art. 67 al. 1 de la LGC afin de préciser ce qu'il est entendu par des « Si des évènements d'une grande portée l'exigent ».

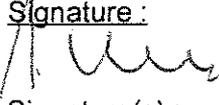
b) Modifier l'art. 68 de la LGC afin de prévoir une étape de prise en considération, à l'instar d'autres objets parlementaires qui demandent au Conseil d'Etat la présentation d'un rapport.

Commentaire(s)

Conclusions

Développement oral obligatoire (selon art. 120a LGC)

| | |
|---|-------------------------------------|
| (a) renvoi à une commission avec au moins 20 signatures | <input checked="" type="checkbox"/> |
| (b) renvoi à une commission sans 20 signatures | <input type="checkbox"/> |
| (c) prise en considération immédiate et renvoi au CE | <input type="checkbox"/> |
| (d) prise en considération immédiate et renvoi à une commission parlementaire | <input type="checkbox"/> |

| | |
|---|--|
| <u>Nom et prénom de l'auteur :</u> MELLY SERGE | <u>Signature :</u>  |
| <u>Nom(s) et prénom(s) du (des) consort(s) :</u> | <u>Signature(s) :</u> |

Merci d'envoyer une copie à la boîte mail du Bulletin : bulletin.grandconseil@vd.ch

Liste des députés signataires – état au 1^{er} juillet 2017

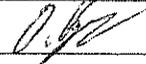
Aminian Taraneh

Cherubini Alberto

Durusel José

Aschwanden Sergei

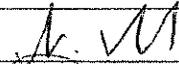
Chevalley Christine

Epars Olivier 

Attinger Doepper Claire

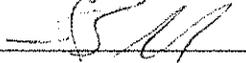
Chevalley Jean-Bernard

Évéquoz Séverine

Baehler Bech Anne 

Chevalley Jean-Rémy

Favrod Pierre Alain

Balet Stéphane 

Chollet Jean-Luc

Ferrari Yves 

Baux Céline

Christen Jérôme 

Freymond Isabelle

Berthoud Alexandre

Christin Dominique-Ella

Freymond Sylvain

Betschart Anne-Sophie 

Clerc Aurélien

Freymond Cantone Fabienne

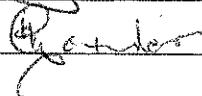
Bettschart-Narbel Florence

Cornamusaz Philippe

Fuchs Circé 

Bezençon Jean-Luc

Courdesse Régis

Gander Hugues 

Blanc Mathieu

Creteigny Laurence

Gaudard Guy

Bolay Guy-Philippe

Croci Torti Nicolas

Gay Maurice

Botteron Anne-Laure

Crottaz Brigitte

Genton Jean-Marc

Bouverat Arnaud

Deillon Fabien

Germain Philippe

Bovay Alain

Démétriadès Alexandre

Gfeller Olivier 

Buclin Hadrien

Desarzens Eliane

Gardon Jean-Claude

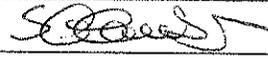
Buffat Marc-Olivier

Dessemontet Pierre

Glauser Nicolas

Butera Sonya

Devaud Grégory

Glauser Krug Sabine 

Byrne Garelli Josephine

Develey Daniel

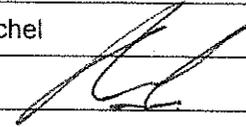
Gross Florence

Cachin Jean-François

Dolivo Jean-Michel

Guignard Pierre

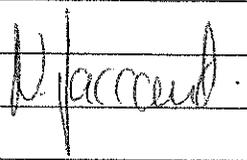
Cardinaux François

Donzé Manuel 

Induni Valérie

Carrard Jean-Daniel

Dubois Carole

Jaccard Nathalie 

Carvalho Carine

Dubois Thierry

Jaccoud Jessica

Chapuisat Jean-François

Ducommun Philippe

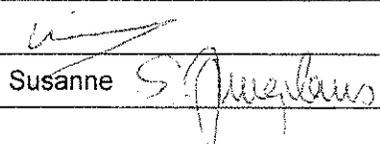
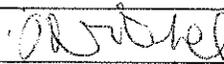
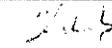
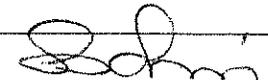
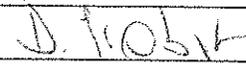
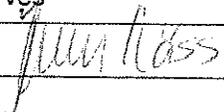
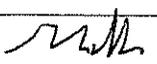
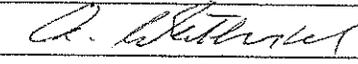
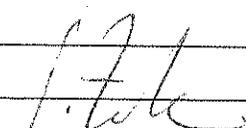
Jaques Vincent

Cherbuin Amélie

Dupontet Aline

Jaquier Rémy

Liste des députés signataires – état au 1^{er} juillet 2017

| | | |
|---|---|---|
| Jobin Philippe | Neumann Sarah | Ruch Daniel |
| Joly Rebecca | Neyroud Maurice | Rydlo Alexandre |
| Jungclaus Delarze Susanne  | Nicolet Jean-Marc  | Ryf Monique |
| Keller Vincent | Paccaud Yves | Schelker Carole |
| Krieg Philippe | Pahud Yvan | Schwaar Valérie |
| Labouchère Catherine | Pernoud Pierre André | Schwab Claude  |
| Liniger Philippe | Petermann Olivier | Simonin Patrick |
| Lohri Didier  | Podio Sylvie | Sonnay Eric |
| Luccarini Yvan | Pointet François | Sordet Jean-Marc |
| Luisier Brodard Christelle | Porchet Léonore | Stürner Felix  |
| Mahaim Raphaël | Probst Delphine  | Suter Nicolas |
| Marion Axel | Radice Jean-Louis  | Tafelmacher Pauline |
| Masson Stéphane | Rapaz Pierre-Yves | Thuillard Jean-François |
| Matter Claude  | Räss Etienne  | Treboux Maurice |
| Mayor Olivier | Ravenel Yves | Trolliet Daniel |
| Meienberger Daniel | Rey-Marion Alette | Tschopp Jean |
| Meldem Martine | Rezso Stéphane | van Singer Christian  |
| Melly Serge | Richard Claire | Venizelos Vassilis |
| Meyer Keller Roxanne | Riesen Werner | Volet Pierre |
| Miéville Laurent | Rime Anne-Lise | Vuillemin Philippe |
| Miéville Michel | Rochat Fernandez Nicolas | Vuilleumier Marc |
| Mischler Maurice  | Romanens Pierre-André | Wahlen Marion |
| Mojon Gérard | Romano-Malagrifa Myriam | Wüthrich Andreas  |
| Montangero Stéphane | Roulet-Grin Pierrette | Zünd Georges |
| Mottier Pierre François | Rubattel Denis | Zwahlen Pierre  |